

Actes de la 3^{ème} édition de l'Instant'MEF
7 décembre 2022, aula de l'école des Vergers

les ENJEUX de la finance durable



instant MEF 2022

L'INSTANT'MEF

Vivre le Meyrin Economic Forum (MEF) autrement, le temps d'un instant : une table ronde avec des intervenants proposant un retour d'expériences et des réponses aux questions des participants.

LES ENJEUX DE LA FINANCE DURABLE

En Suisse, le secteur financier contribue à hauteur de 10% à la performance économique, et compte parmi les agrégats de branches à très haute valeur ajoutée.

Les enjeux environnementaux actuels interrogent les fondements de nos sociétés industrialisées. Dans ce contexte, le monde de la finance évolue, lui aussi. En tant qu'entreprise ou individu, dans quelle mesure sommes-nous concernés par ces processus ? Quelles en sont les implications ?

Les invités de cet Instant'MEF ont fait part de leurs expériences et de leurs points de vue sur ces questions passionnantes lors d'une table ronde se voulant avant tout didactique.

Elle a réuni les représentants de deux acteurs majeurs de la finance suisse et des spécialistes de la finance durable.

Une centaine de personnes s'est retrouvée à l'aula de l'école des Vergers pour l'occasion.





IMPRESSUM

Instant'MEF
Actes de la 3^{ème} édition
de l'Instant'MEF

EDITEUR

Commune de Meyrin
Rue des Boudines 2
Case postale 367
1217 Meyrin 1
www.meyrin.ch/mef

CONCEPTION
ET MISE EN PAGE
Brandlift

IMPRESSION

Atar Roto Presse SA

NATURE DU PAPIER

Couché FSC

TIRAGE

100 exemplaires

Visuels réalisés par Delphine Schacher
Compte rendu rédigé par Ariane Hentsch



MOT DE BIENVENUE



LAURENT TREMBLET,
MAIRE, VILLE DE MEYRIN

Aujourd'hui, la ville de Meyrin conçoit le Meyrin Economic Forum comme un rendez-vous incontournable et un outil essentiel pour celles et ceux qui désirent « faire partie de la solution » en s'engageant dans la transition vers l'économie verte.

Le thème de la table ronde de ce soir est essentiel, tant les enjeux financiers de cette démarche vertueuse qu'est la transition écologique sont importants et concernent tout un chacun.

« LES ENJEUX FINANCIERS
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE SONT
IMPORTANTES ET
CONCERNENT TOUT
UN CHACUN. »

Laurent Tremblet, Maire, ville de Meyrin

SONDAGE

instant  MEF

SI L'ON VOUS
DEMANDAIT
DE **DÉFINIR**
LA FINANCE
DURABLE
EN UN MOT,
LEQUEL
CHOISIRIEZ-
VOUS?

RÉPONSES DES INTERVENANTS



Jean Laville
Responsabilité



René Sieber
Préservation des bases
physiques de la vie et
sauvegarde des intérêts
des générations futures.



Beat Bürgenmeier
Démarche du secteur financier
en faveur de la protection
de l'environnement et de
la réduction de la pauvreté.
Investissement en bourse par
lequel une entreprise propre
est valorisée et une entreprise
polluante est pénalisée.



Vincent Kaufmann
Génération futures



Jonathan Pernet
Gestion des ressources
à long terme.



Guillaume Levannier
Préservation des ressources,
en passant d'un monde linéaire
à un monde circulaire.

RÉPONSES DES
PARTICIPANTS

Vertueux Mot Valise
Apéro Critères ESG
Transition Verdissement
Responsabilité
Illusion Oxymore Espoir
Continuité Avenir Abstrait
Écoresponsable



TABLE RONDE

LES ENJEUX DE LA FINANCE DURABLE





INTERVENANTS



BEAT BÜRGENMEIER

Professeur honoraire -
Université de Genève



VINCENT KAUFMANN

Directeur - Fondation Ethos



JEAN LAVILLE

Directeur adjoint -
Swiss Sustainable Finance
(SSF) - Associé Conser



GUILLAUME LEVANNIER

Sustainable Investment
Manager - Lombard Odier



JONATHAN PERNET

Portfolio Manager -
Groupe Raiffeisen



RENÉ SIEBER

Professeur titulaire -
Université de Genève

Les intervenants se sont lancés dans une **conversation** sur les thématiques proposées par Iris Jimenez : approches de la finance durable, greenwashing, régulation, rôle des actionnaires dans le choix des investissements, entre autres.



MODÉRATRICE

IRIS JIMENEZ

Journaliste et
productrice - RTS

1 COMMENT LES INSTITUTIONS REPRÉSENTÉES ICI APPROCHENT-ELLES LA FINANCE DURABLE ?

Guillaume Levannier, Sustainable Investment Manager à Lombard Odier et Jonathan Pernet, Portfolio Manager à Raiffeisen indiquent qu'environ 70% des investissements de leurs institutions sont durables.

« CET « ACTIVISME ACTIONNARIAL » A DES EFFETS POSITIFS, MAIS UNE MOBILISATION FORTE MANQUE AUJOURD'HUI. »

Vincent Kaufmann, Fondation Ethos



De même, la Fondation Ethos n'a aucun investissement à 100% durable. Selon son directeur, Vincent Kaufmann, deux approches s'offrent aux investisseurs : exclure certains secteurs non durables, ou tenter d'influencer les décideurs dans ces secteurs. Créée en 1997, la Fondation Ethos a donné la parole aux actionnaires pour intégrer des critères moraux aux investissements. Cet «activisme actionnarial» a des effets positifs, mais une mobilisation forte manque aujourd'hui. Sortir des fonds «sales», comme cela a été le cas d'Ethos avec Crédit Suisse, ou y rester pour les influencer peut poser un véritable dilemme pour certaines institutions.

Jean Laville confirme que la finance durable, comme tout investissement éthique, émerge d'une réflexion et d'une demande des détenteurs d'actifs qui constatent que leurs investissements contredisent leurs valeurs. Le secteur bancaire ne fait que s'adapter aux demandes – il y a donc autant d'approches à la durabilité que de clients.

« LE SECTEUR BANCAIRE NE FAIT QUE S'ADAPTER AUX DEMANDES – IL Y A DONC AUTANT D'APPROCHES À LA DURABILITÉ QUE DE CLIENTS. »

Jean Laville, Swiss Sustainable Finance



2

À L'HEURE DU
GREENWASHING,
FAUT-IL RÉGULER?

Pour Beat Bürgenmeier, professeur honoraire à l'Université de Genève, maints fonds dits durables comprennent des entreprises polluantes. Réguler le domaine est donc essentiel. La Suisse a un retard coupable dans ce domaine et le greenwashing jette un discrédit préjudiciable sur les efforts sincères. Jean Laville explique que l'Union européenne est en train de finaliser la « Taxonomie européenne », une classification des activités et investissements durables basée sur des critères scientifiquement définis. Comme Guillaume Levannier, il estime qu'elle est un des avancements les plus significatifs au niveau européen dans le domaine de la finance durable.

Jonathan Pernet constate qu'en Suisse, on prône l'autorégulation, mais celle-ci a prouvé son inefficacité, par exemple lors de la crise financière de 2008. Il faut donc réguler. René Sieber agrée, tout en faisant remarquer que la réglementation reflète une majorité politique pour qui la transition écologique n'est pas forcément une priorité.

« L'AUTORÉGULATION
A PROUVÉ SON
INEFFICACITÉ »

Jonathan Pernet, Raiffeisen



3 EST-CE QUE LA FINANCE VERTE À LONG TERME GÉNÈRE DES RENDEMENTS SUPÉRIEURS? PEUT-ON CONVAINCRE LES CLIENTS DES BANQUES?

Court terme vs long terme

Selon Vincent Kaufmann, même si les actionnaires ont une obligation fiduciaire de prévoir les risques climatiques, leur grande majorité reste orientée vers le court terme et le profit, car les risques à long terme ne sont pas perceptibles par les marchés financiers. Pourtant les actionnaires gagneraient à viser le long terme qui permet de mieux voir la sensibilité des fonds à «s'échouer» (stranded assets), juge Guillaume Levannier. Les institutions devraient donc convaincre leurs clients dans ce sens. Un point de vue que partage Jonathan Pernet.

La performance reste importante

La performance reste ainsi un critère important en finance. Comment les fonds durables s'en sortent-ils dans ce domaine? Au SSF, certains fonds suisses véritablement durables performant parfois mieux que leurs indices de référence, explique René Sieber. Ces dernières années ou décennies, certaines institutions ont même

«LES ACTIONNAIRES GAGNERAIENT À VISER LE LONG TERME QUI PERMET DE MIEUX VOIR LA SENSIBILITÉ DES FONDS À 'S'ÉCHOUER'.»

Guillaume Levannier, Lombard Odier

investi davantage dans la finance durable, augmentant leur performance par «effet de mode». Mais en général la rentabilité reste incertaine. Beat Bürgenmeier confirme que scientifiquement, on ne peut pas savoir si les fonds «propres» sont plus ou moins rentables que les fonds «sales» pour les investisseurs. En revanche, ils le sont toujours pour ceux qui offrent les fonds. C'est pourquoi il faut élaborer des règles uniformes définies par l'Etat, qui doivent veiller à ne pas laisser faire les banques selon le modèle du client-roi, juge-t-il.



Eduquer pour responsabiliser

Le client décide-t-il vraiment toujours ? Vincent Kaufmann rappelle que tous les types d'investisseurs ne peuvent pas choisir librement leurs investissements. Les caisses de pension, par exemple, doivent choisir entre payer des rentes, ce qui est leur devoir de base, ou s'aligner à la finance durable. Les masses exposées se mesurent en milliards et demandent le plus souvent d'investir dans les fonds rentables à court terme. Beat Bürgenmeier appuie ce point de vue. Dans la logique de très court terme (le trading à haute-fréquence), la responsabilité des détenteurs d'actifs est évacuée – seuls comptent la spéculation et le rendement.

« LA FORMATION, L'ÉDUCATION SONT CRUCIALES POUR RESPONSABILISER LES DÉCIDEURS FACE À L'URGENCE CLIMATIQUE. »

Beat Bürgenmeier, Université de Genève





René Sieber signale tout de même qu'une grande partie des caisses de pension n'adopte pas l'approche court-termiste.

Pour Beat Bürgenmeier, la formation, l'éducation sont cruciales pour responsabiliser les décideurs face à l'urgence climatique. Aujourd'hui une réforme profonde de l'éducation est nécessaire. La loi genevoise de l'éducation publique exige que l'enseignement à tous les niveaux intègre le développement durable, mais cette injonction se perd aux plus hauts niveaux de l'enseignement. Au jour où Genève se targue de devenir la « capitale mondiale du développement durable », elle doit au contraire se donner les moyens de son ambition.

La question se pose de qui, des banquiers ou des clients, devraient être éduqués. Jonathan Pernet pense que ce sont les clients privés, les entrepreneurs, dont le rôle est de défier et éduquer les banquiers en face d'eux. Pour Jean Laville, ce sont les banquiers qui doivent se former, non plus à

maximiser ou optimiser les investissements, mais à opérer des arbitrages responsables basés sur des valeurs environnementales. René Sieber est d'avis que la durabilité concerne tout le monde, et donc que la formation sur la durabilité devrait être pluridisciplinaire pour inclure tous les domaines de la vie humaine.

« LA DURABILITÉ
CONCERNE TOUT LE
MONDE – LA FORMATION
SUR LA DURABILITÉ
DEVRAIT INCLURE TOUS
LES DOMAINES DE LA
VIE HUMAINE. »

René Sieber, Université de Genève

4

DANS NOTRE ÉCONOMIE FONDÉE SUR LA CROISSANCE, LES NOUVEAUX ARRIVANTS PAIENT POUR LES ANCIENS, COMME DANS UN SYSTÈME PYRAMIDAL. CETTE ÉCONOMIE PEUT-ELLE SURVIVRE À UNE DÉCROISSANCE ÉCONOMIQUE ET/OU DÉMOGRAPHIQUE ?

Jonathan Pernet ne croit pas à la décroissance, encore moins lorsqu'elle est forcée. Une croissance raisonnable est plus désirable. Pour Beat Bürgenmeier, il faut surtout découpler croissance et pollution et sortir du modèle de croissance basé sur l'exploitation du charbon, ce qui est une voie difficile pour la finance et pour le monde politique. Une coopération internationale sur la régulation est donc urgente. D'autre part, une politique environnementale efficace est impossible si la pauvreté mondiale n'est pas réduite. La finance durable pêche malheureusement encore à intégrer la dimension sociale.



DIALOGUE AVEC LE PUBLIC



1

Dans le public, on s'interroge sur le véritable pouvoir politique et citoyen face au « capitalisme fossile » déployé par les géants des émissions de CO₂.

Vincent Kaufmann évoque l'initiative Climate Action 100, une coalition de 700 investisseurs représentant la moitié des actifs mondiaux. Ceux-ci sont engagés depuis 2017 dans un dialogue avec les 100 sociétés les plus lourdes en émissions de CO₂, pour les pousser à la décarbonation. Les progrès sont lents. Jean Laville observe qu'à ce jour, on pollue moins par notre activité que par notre caisse de pension, qui par obligation légale de rendement est liée aux produits pétroliers. Pour René Sieber, le législateur devrait définir un marché alternatif limité aux entreprises alignées, où la performance intégrerait des valeurs de durabilité.

« LE GREEN NEW DEAL DOIT ÊTRE FINANCÉ. »

Vincent Kaufmann, Fondation Ethos

« L'ÉTAT DEVRA POSER DES INTERDICTIONS. »

Beat Bürgenmeier, Université de Genève

2

Une personne dans le public demande où en est la régulation, et si la Banque alternative suisse propose des solutions d'investissements durables pour les entreprises.

Une représentante de la Banque alternative suisse déclare que la transition énergétique ne se finance pas avec le marché, qui ponctionne les bénéfiques. L'intermédiation bancaire, plus régulable, et le financement public peuvent fournir une réponse plus efficace que le marché.

Pour Vincent Kaufmann, l'endettement public n'est en effet pas un danger. L'Union européenne a prévu un budget de 1'000 milliards pour sa taxonomie, les États-Unis, un budget de 400 milliards en mesures incitatives. Le Green New Deal doit être financé.

Beat Bürgenmeier rappelle que le peuple suisse a refusé deux fois la réforme des taxations environnementales. L'État devra poser des interdictions si les bons sentiments, la responsabilité individuelle et l'auto-régulation du marché financier ne suffisent pas à limiter les émissions de CO₂. René Sieber explique qu'à l'aube de l'« indispensable 4^e révolution industrielle », on peut s'inspirer de « l'investissement d'impact » du Fonds européen d'investissements, qui à travers des partenariats publics-privés avec des entreprises non cotées apporte des réponses au problème de la transition. Les pouvoirs publics ont un rôle crucial à jouer dans ce domaine.

SONDAGE

instant  MEF

**ET DEMAIN,
QU'AUREZ-VOUS
RETENU DE
CETTE SOIRÉE?**



Dir financier entreprise

Meyrin innove

On peut encore y croire

Loin du monde réel

Super

L'avenir de demain

La responsabilité est clé

Agir

Bravo à refaire

Défis

Complexité

Y'a du boulot

Belle parole peu d'actes

Réglementation

Volonté

CLÔTURE DU FORUM



LAURENT TREMBLET,
MAIRE, VILLE DE MEYRIN

Nous avons toutes et tous, citoyens comme entreprises, un rôle à jouer sur le chemin de la transition écologique.

Développée par la ville de Meyrin et ses partenaires, la Coopérative meyrinoise de transition écologique (COMETE) est un exemple d'initiative dans ce sens. Réunissant des acteurs représentant les milieux économique, institutionnel et associatif, sa vocation est de soutenir l'ensemble des entreprises, associations et habitants de Meyrin par des mesures de formation, d'accompagnement, et de mise en réseau et d'insertion professionnelle et sociale.

L'Assemblée générale constitutive de cette coopérative se tiendra en janvier 2023, et ses acteurs se présenteront lors du prochain Meyrin Economic Forum prévu le 4 mai 2023.

« NOUS AVONS TOUTES ET TOUS,
CITOYENS COMME ENTREPRISES,
UN RÔLE À JOUER SUR LE CHEMIN
DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE. »

Laurent Tremblet, Maire, ville de Meyrin

ALLOCUTION DU CONSEIL D'ÉTAT



FABIENNE FISCHER,
CONSEILLÈRE D'ÉTAT
DÉPARTEMENT DE
L'ÉCONOMIE ET
DE L'EMPLOI

Les investissements dits durables ou responsables ne cessent de progresser. En 2022, selon SSF, ils ont augmenté en Suisse de près de 2'000 milliards, soit une hausse de 30%. Mais on ne peut considérer tous ces investissements comme authentiquement durables et responsables, et même s'ils l'étaient, ils resteraient une goutte d'eau dans l'océan des investissements non durables et non responsables. Le monde financier dans sa totalité doit s'aligner sur des objectifs de durabilité pour que la transition écologique ait une chance de se réaliser.

« GENÈVE EST UN LIEU
DÉSIGNÉ POUR DÉVELOPPER
UN CENTRE D'ENGAGEMENT
MULTIPARTITE VERS UNE
FINANCE ÉCOLOGIQUEMENT
ET SOCIALEMENT
RESPONSABLE. »

Fabienne Fischer, Conseillère d'État,
Département de l'économie et de l'emploi

A ce titre, l'Etat et les organisations intergouvernementales jouent un rôle fondamental dans la mise en place des règles et réglementations, des outils, et des mesures de transparence dans le domaine de la finance. L'écosystème économique, académique et non-gouvernemental unique à Genève en fait d'ailleurs un lieu désigné pour développer un centre d'engagement multipartite vers une finance écologiquement et socialement responsable. Cette capacité lui confère le devoir de répondre de manière significative aux crises planétaires, notamment par le biais de la finance.

Au niveau genevois, un projet de loi sur le climat accompagné de projets de loi d'investissements est en cours, pour un montant de 299 millions, en sus des 5,6 milliards prévus au plan des investissements pour la transition énergétique. Le Département de l'économie et de l'emploi soutient par ailleurs plusieurs initiatives visant à régénérer des écosystèmes dégradés et la biodiversité, à renforcer le rôle des femmes aux niveaux politique, social et économique, et à renforcer le lien entre finance durable et économie réelle.



MEYRIN



MEYRIN
ECONOMIC
FORUM